

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)

AVRIL 1966 — 4^{me} Année — N° 31

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

"Libération de la peur et du besoin..."

Selon la démagogie anti-fasciste de la seconde guerre mondiale, la victoire de la démocratie devait ouvrir une ère de liberté dans laquelle la « peur » et le « besoin » auraient disparu, non pas grâce à une révolution sociale, mais grâce à des réformes démocratiques et bourgeoises.

La démocratie universelle gagna la guerre grâce à la bombe atomique : cette victoire annonçait que, bien loin de cesser, la peur ne cesserait de grandir et, en effet, les armes terrifiantes allèrent par la suite se multipliant, de la bombe H aux jets et aux satellites artificiels, tandis qu'éclataient des guerres le long d'absurdes parallèles tracés pour diviser l'humanité en camps ennemis et armés jusqu'aux dents. C'était là l'écroulement d'un premier mythe : le capitalisme ne se réformait que pour devenir plus terrifiant et plus infâme en même temps que doucement « progressiste » et « philanthropique ». Après le conflit, la « paix » ne fut qu'une longue chaîne d'horreurs à laquelle chaque année ajoutait de nouveaux anneaux.

Restait le mythe de la libération de l'humanité à l'égard du besoin. La lutte contre la misère et pour l'assistance aux peuples « arriérés » fut soigneusement planifiée ; le bilan, ce n'est pas nous qui l'avions depuis longtemps prévu, mais les « experts » bourgeois qui l'ont établi : vingt ans après, la misère de ces peuples a augmenté justement en raison de ces « aides » et de cette planification, l'énorme écart entre peuples « riches » et « pauvres » augmentant d'année en année. Ces constatations des « experts » ont été largement diffusées et voici cependant que, dans un monde extraordinairement rapetissé par le progrès des moyens de communication, les gouvernants et les pontifes de toute sorte s'aperçoivent « subitement » que 150 millions de créatures sont menacées de mort par inanition et que si l'on ne se hâte pas de joindre des dons alimentaires aux coups de canon, ce sont en outre des millions et des millions de vietnamiens qui s'ajouteront à ces millions d'indiens.

On avait dit que le besoin finirait par être vaincu ; que l'expansion du capitalisme démocratique l'aurait aboli ; que l'« anarchie » dénoncée par le marxisme comme un mal incurable de la société bourgeoise, surtout dans le domaine agricole, aurait été finalement supprimée. Or, voilà que dans un monde fourmillant d'experts et d'organes de planification internationale de la lutte contre le besoin, on s'avise soudain qu'en vingt-trois ans les réserves alimentaires disponibles de l'Inde ont en réalité diminué par rapport à la population, qu'on a industrialisé à outrance en « oubliant » de développer l'agriculture et même en diminuant sa capacité productive soit en raison de l'exode rural, soit à cause du remplacement des cultures vivrières par des cultures industrielles.

On s'aperçoit de même que les moyens de transport sont de plus en plus insuffisants et que les taudis surpeuplés et malsains se multiplient. Alors que la précédente famine aux Indes (celle de 1943, antérieure donc à la guerre qui devait soi-disant libérer l'humanité du besoin) avait fait 15 millions de morts, on craint déjà que la dernière en fasse au moins cinq fois plus, en pleine époque de progrès scientifique, spirituel et technique et de planification nationale (soi-disant « socialiste ») et internationale (soi-disant ultra-civilisée et moderne). Le téléphone, la radio, la télévision, les satellites, les avions supersoniques ont beau avoir « rapproché » les uns des autres tous les peuples de la terre, on ne s'avise de tout cela qu'après coup, comme si une famine pouvait éclater en quelques heures comme une épidémie, comme si les millions de chômeurs de Calcutta dont la radio a parlé étaient devenus tels du matin au soir, comme si la misère, la sous-alimentation et la rupture du fragile équilibre entre la ville et la campagne étaient autant de faits tombés du ciel et comme si l'abandon des investissements, pour l'irrigation, jugés improductifs, n'était pas une plaie constante et bien connue de la société bourgeoise.

Ayant donc appris tout cela « avec surprise », que fait-on ? On transforme la terrible catastrophe en une arme de propagande, soit en faveur de l'Eglise, soit en faveur des U.S.A. qui ont généreusement offert

les surplus accumulés, non par charité, mais pour empêcher le prix des denrées de baisser, sa-crifiant le prolétariat d'Amérique aux propriétaires de terres. C'est ainsi qu'on enseigne aux peuples du monde entier la « vérité » selon laquelle l'aumône apporterait la solution à tous les problèmes, en attendant qu'une catastrophe nouvelle et plus terrible encore exige un nouveau recours à la tirelire des enfants et à la bourse des adultes magnanimes. Ayant « remporté la victoire » sur l'utopie socialiste, le capitalisme démocratique n'a rien de mieux à offrir qu'une poignée de monnaie à donner en aumône aux peuples qui attendent de mourir de faim avec une sainte résignation ou, demain, de tomber dans une guerre pour laquelle on les aura sauvés de la mort par inanition et qu'on se préoccupe dès aujourd'hui de préparer sous les drapeaux de l'Ouest ou de l'Est, de droite ou de gauche.

La bourrasque une fois passée et la conscience des peuples « développée » mise en paix, le cycle infernal de l'accumulation capitaliste continuera et, avec lui, le cercle vicieux de la peur et du besoin, du besoin et de la peur, tant que les hommes soumis à la terreur et à la famine ne se lèveront pas pour jeter leur propre vérité à la face de ce monde de pirates, comme le laissent prévoir les graves troubles en cours que ni les policiers démocratiques, ni la soumission au « destin » des hindouistes et gandhistes ne parviendront à conjurer. Que ce jour vienne enfin, et vite !

REFORMES OU REVOLUTION ?

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract diffusé par nos camarades à Aix-en-Provence, pour annoncer une réunion publique sur « Marxisme révolutionnaire et anti-impérialiste pacifiste ».

Toute la vie politique d'aujourd'hui se réduit à quelques alternatives : « Pour ou contre de Gaulle ? » ; « Pour ou contre la politique sociale de Debré ? » ; « Pour ou contre le plan Fouchet ? » ; « Pour ou contre l'escalade américaine au Vietnam », etc... C'est à juste titre donc qu'elle apparaît vide et futile à beaucoup de jeunes : rien de tout cela ne nous sort du cadre étiqué de la société et de la pensée bourgeoises.

REALITE BOURGEOISE ET MISERE DE SA CULTURE

Cette société est celle de l'exploitation du travail, de la division du travail la plus étouffante et de la concurrence la plus générale. Sa pensée s'asservit au seul but qu'elle s'assigne : la seule loi qu'elle respecte : la production et l'accumulation du capital.

Devant cette loi, rien ne peut trouver grâce ni le souci chrétien de la charité et de la paix, ni l'aspiration humaniste à la diffusion de la culture, ni l'attachement des classes moyennes à la démocratie politique ; ni, par-dessus tout, le désir réformiste d'harmonisation des conditions sociales et des relations entre Etats. Puisqu'elle règne en maîtresse, nous ne pouvons être ni chrétiens, ni humanistes, ni démocrates petits-bourgeois, ni réformistes ouvriers.

Nous sommes ce qu'elle nous impose d'être : des communistes révolutionnaires. C'est elle qui transforme en nécessité sociale ce qui est trop souvent considéré comme « accidents regrettables » : la « loi du plus fort », l'injustice, le mensonge et la violence sous toutes leurs formes.

Malgré les embellissements, telle est la réalité bourgeoise ; malgré les vaines promesses et les vains espoirs, telle elle doit être. On ne l'amende pas, on ne la réforme pas. On la combat révolutionnairement ou l'on reste à la fois impuissant et complice.

PROSTITUTION DES PSEUDO-COMMUNISTES

Les partis d'« opposition » qui reprochent à l'extrémisme révolutionnaire sa violence n'ont, en plus de cinquante ans, su éviter aucune des catastrophes historiques qui se sont pro-

(Suite en page 2)

Signification de la guerre du Vietnam

« Que ceci soit bien clair : les « jours peuvent se transformer en « semaines et les mois en années, « mais nous resterons au Vietnam « aussi longtemps que l'agression « nous obligera à combattre... ». Ainsi parlait Johnson le 12 janvier dernier dans son Message sur l'état de l'Union au Congrès américain. Et il ajoutait : « Nous resterons « parce qu'en Asie — et dans le « monde entier — il y a des pays « dont l'indépendance présente et « future repose dans une large me- « sure sur la confiance qu'ils met- « tent en la protection américaine. « Céder à la force au Vietnam af- « faiblirait cette confiance, sape- « rait l'indépendance de nombreux « pays et aiguiserait l'appétit de « l'agresseur. Il nous faudrait com- « battre dans un autre pays, puis « dans un autre encore, ou aban- « donner une grande partie de « l'Asie à la domination des com- « munistes. Et nous n'entendons « pas abandonner l'Asie à la con- « quête ».

Saluons la franchise du président de la grande démocratie américaine, le seul parmi les responsables du monde bourgeois à donner à cette guerre sa signification véritable, qui est mondiale, ce qu'essaient en vain de cacher les concurrents impérialistes évincés et

surtout le grand pays socialiste frère, l'U.R.S.S. qui feint de la considérer comme une exception regrettable à la politique de coexistence pacifique si scrupuleusement observée à Berlin et à la Havane

Pour Couve de Murville et Gromyko et pour tous les diplomates, pacifistes par vocation, opposés à la « politique de force », il n'est question que de rechercher une solution négociée faite de compromis réciproquement acceptables pour mettre fin à un conflit (on ne dit pas une « guerre » mais une « ingérence dans les affaires intérieures d'un pays indépendant », le vocabulaire diplomatique ayant aussi son escalade), conflit dont on ne sait trop ni comment, ni pourquoi il a commencé, ni pourquoi il se poursuit, ni comment il pourrait finir.

Une telle solution qui satisferait à la fois des adversaires aussi engagés, aussi déterminés, aussi résolu est-elle possible ?

Le moment d'opposition aux Etats-Unis peut-il infléchir la politique de Johnson ? Les destructions massives et la pression de l'U.R.S.S. peuvent-elles anéantir les dirigeants vietnamiens à accepter, comme en 1954 sous les pressions conjuguées des Russes et des Chi-

nois, un nouveau « coup de Genève » ?

Une autre politique est-elle possible ? Non dit Johnson ! Non, écrivait Lénine en 1916, répondant à l'avance à ses « enrichisseurs » stalinien et khrouchtchevien, quand il écrasait ses adversaires réformistes qui prétendaient que l'impérialisme n'était qu'une « politique », que la « politique impérialiste » n'était que la politique préférée du capital, mais qu'il était possible de lui en imposer une autre, une politique pacifique, sans abattre son pouvoir, sans prendre d'assaut son appareil d'Etat et le détruire. Et Lénine montrait comment — au stade de concentration atteint par le capital, de la domination du capital financier, de la faim aiguë de matières premières et de débouchés pour les entreprises colossales — la subordination des pays pré-capitalistes retardés aux grandes nations bourgeoises de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord était un fait absolument nécessaire et inéluctable, et comment cette subordination pouvait revêtir de multiples formes, le statut colonial de l'époque du capitalisme commercial mercantiliste tendant à faire place à des formes plus propices à l'expansion du capital financier, à l'exportation des capitaux (semi-colonies,

protectorats, pays dépendants, sphères d'influence, etc...)

C'est cette distinction élémentaire entre le colonialisme, forme périmée d'oppression nationale, et l'impérialisme, contenu fondamental des rapports mondiaux à notre époque, que les stalinien ont tenté d'obscurcir et d'éteindre dans la conscience du prolétariat en portant aux nues les mouvements populaires qui, à la faveur du déclin visible des vieilles puissances coloniales (Angleterre, France, Hollande) consécutif aux épreuves de la seconde guerre mondiale, ont remporté des victoires extrêmement limitées sur le plan politique, pour des résultats pratiquement nuls sur le plan social (voir l'Inde, l'Indonésie et... le Vietnam). De la même façon qu'ils avaient tenté de déguiser la seconde guerre impérialiste mondiale en guerre de la sage et vertueuse démocratie contre l'abominable folie du fascisme hitlérien et du militarisme japonais, ils présentèrent comme un triomphe des forces de progrès et de paix ces accords de Yalta et de Potsdam qui n'étaient que l'expression d'un nouveau partage impérialiste du monde en sphères d'influence, qu'un triomphe sanglant de

(Suite en page 4)

VERDUN 1916 : FLUX ET REFLUX DE LA RÉVOLUTION

Nous voici entrés depuis deux ans dans le cinquantenaire de la première guerre mondiale. Le gouvernement du grand capital ne se lasse pas d'en raviver les souvenirs les plus sanglants, les associant lorsque le besoin est à ceux du deuxième en date des conflits impérialistes. Après la célébration des moments tragiques d'août 1914, après l'évocation macabre du cortège apocalyptique des horreurs de la grande victoire antifasciste, il nous faudra subir, cette année encore, des cérémonies qui attesteront la haute valeur civilisatrice des carnages de Verdun. Toutes les classes et tous les partis liés au capitalisme croient avoir définitivement vaincu la révolution et le socialisme : c'est donc avec une impudence tranquille que leur gouvernement peut commémorer toutes les épopées sanguinaires du drapeau national.

**

Verdun et ses massacres, la tranchée des baïonnettes, le charnier qui dévorait en rangs serrés les troupes du Kronprinz, tout cela n'évoque pas seulement pour nous une destruction bestiale dont l'utilité militaire a été plus que contestée. Absurde au point de vue stratégique, l'ignoble holocauste ne l'était pas pour les desseins de la classe responsable de la guerre. La gigantesque boucherie engluait le prolétariat dans son ornière de boue et d'impuissance ; en même temps qu'elle exaltait le miracle des valeurs patriotiques, elle prospectait tout espoir d'une fin proche de la « ronde des morts ». Quelle plus grande victoire le maître d'esclaves peut-il souhaiter que le redoublement du meurtre collectif par lequel ses victimes s'entre-tuent ? Or ce meurtre, au début de 1916, il était devenu nécessaire de l'intensifier et de le pousser à ses limites extrêmes pour conjurer un phénomène dont parlent seuls les auteurs initiés : de mystérieux messages s'échangeaient entre belligérants proches, s'efforçant mutuellement de se dissuader de poursuivre la guerre ; des reproches réciproques se croisaient, soulignant l'inutilité d'un déclenchement intempestif de la fusillade ; une sorte d'accord tacite se faisait jour, peut-être inconsciemment, pour « limiter les dégâts ». En un mot il se dessinait un symptôme alarmant, comme la prémisse d'une fraternisation future entre combattants. C'est pour « assainir » ce climat dangereux que furent déclenchées, du côté des plus pressés et des mieux préparés, du côté de l'Etat-major allemand, les grandes offensives meurtrières sur Verdun.

Stratégie insensée, a-t-on dit. Mais elle présentait pour la bourgeoisie belliciste cet immense mérite de briser le prolétaire en armes, d'atomiser ses réflexes les plus élémentaires, de lui enlever

tout espoir : la mort pour la mort, la destruction pour la destruction. Les écrivains pacifistes de l'autre après-guerre nous ont rapporté ces faits avec talent. Qui ne se souvient du récit de Dorcelès : les soldats occupant un abri que les Allemands sont en train de miner sans autre espoir que la relève avant que la sape soit achevée ? Qui a oublié ces images hallucinantes reconstituées par le cinéma : 4 ou 5 hommes seuls survivants d'un régiment ? La résignation, la prostration de la chair à canon, voilà le véritable but de ce fantastique carnage.

**

Mais toute œuvre a sa logique et la systématisation du génocide ne pouvait manquer d'avoir une contrepartie imprévue et c'est ce mécanisme implacable que nous voudrions évoquer à propos de Verdun. Il convient ici de laisser la parole à Trotsky qui, en ce lointain mois d'avril 1916, exprimait avec clarté la perspective de la révolution surgissant de la guerre. « La guerre — raconte Trotsky — continuait à s'enterrer dans les tranchées. Sortir de là, sortir des trous, du marasme, de l'immobilité, tel était le cri des patriotes. Du mouvement ! Du mouvement ! C'est ainsi qu'on en arriva aux terribles folies des batailles de Ver-

(Suite en page 3)

Réformes ou révolution ?

(Suite de la première page)

duites. Eux qui lui reprochent sa stérilité, ils n'ont pas inscrit à leur actif, pendant le même temps, un seul résultat historique positif.

Ils n'en ont pas moins joué un rôle, mais quel rôle ! Dresser tous les obstacles possibles sur le long chemin de la révolution ; freiner et, si possible, inverser la marche accidentée, mais inexorable de la société bourgeoise vers sa mort violente.

Cette conclusion n'est pas une vue de l'esprit : elle est inscrite dans toutes les guerres impérialistes, les crises sociales, les contre-révolutions du demi-siècle.

Les objections ? « La législation sociale des pays avancés » ? Argument aussi misérable que ces mesures de « protection du travail » qui légalisent l'exploitation capitaliste, la rendant tolérable en période de prospérité sans plus rien « protéger »

« Rien ne serait plus faux que de chercher dans la déclaration de l'épiscopat français une rupture avec la pensée traditionnelle de l'Eglise à l'égard du monde. C'est peu à peu que la doctrine sociale et économique de l'Eglise s'est précisée sans jamais se renier... L'image qu'a l'Eglise de la société est celle d'une pyramide où s'étagent les responsabilités... Cette pyramide repose sur l'initiative privée... »

Ce n'est pas nous qui écrivons cela, ni tout autre marxiste « dogmatique », mais la très chrétienne revue « Professions », organe du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (C.F.P.C.), nous dispensant de répondre ainsi aux marxistes « créateurs » qui, à propos des agissements conciliaires et la présence des évêques aux manifestations de La Seyne et de Port-de-Bouc, prétendent que « l'Eglise a changé » pour faire passer plus facilement leur propre changement et leur propre adaptation à la pérennité de la société de classe.

Mais la position du patronat chrétien fournit une fois de plus la preuve que parmi ceux qui se réclament d'une même idéologie (ici les chrétiens), les « conservateurs » sont bien plus intelligents que les « progressistes ». Ainsi Témoignage chrétien ayant lu dans la déclaration épiscopale que « le profit ne doit pas être considéré comme le seul régulateur de la croissance

économique, que s'il est nécessaire il ne saurait constituer un critère suffisant et donc que la croissance ne peut être laissée au libre jeu de mécanismes dits naturels, car les seuls besoins solvables seront satisfaits et attireront hommes et capitaux, tandis que des secteurs entiers stagneront ou s'enfonceront dans la misère », en tire la conclusion : « il n'y a pas de plus sévère condamnation du capitalisme ».

Curieuse condamnation en effet que cette déclaration qui affirme que « la croissance économique représente un progrès humain et constitue un véritable devoir moral », devoir qui en implique un autre, celui d'investir : « le devoir de concourir à une épargne qui s'investisse à long terme s'impose à tous ceux dont le revenu dépasse le taux moyen de revenu individuel dans la nation ».

La priorité de l'investissement sur la consommation est la loi fondamentale du capitalisme, mode de production où la concurrence des producteurs sur le marché pousse continuellement à l'abaissement des coûts de production, donc à la modernisation de l'équipement, donc à l'investissement toujours plus considérable de la plus grande partie du profit dans le capital fixe (ce que l'épiscopat appelle « épargne à long terme »). Le résultat de ces investissements est une croissance démesurée de la production, qu'on justifie en es-

sayant de faire croire, grâce à la publicité et au crédit, que nous entrons dans une ère nouvelle : celle de la « société de consommation ».

Même pour les non-marxistes le vrai bourgeois n'est plus celui qui jouit grassement de la plus grande partie du profit qu'il retire de son entreprise, mais bien celui qui en réinvestit l'essentiel dans la pareille productif. Mais c'est précisément dans ce réinvestissement privé et donc dépourvu de perspectives, anarchique, que réside le caractère anti-social du bourgeois et de son mode de production. Rien donc de moins anti-capitaliste que ce rappel au bourgeois de son « devoir moral », rappel dont il n'a nul besoin d'ailleurs, puisque de toute façon son Etat prend jour après jour toutes dispositions nécessaires pour l'y obliger.

Mais il faut être vraiment naïf ou stupide comme un chrétien progressiste pour croire que ces réflexions de l'épiscopat s'adressent à la bourgeoisie et à son Etat. C'est aux salariés qu'elle est destinée, à ces « travailleurs » sur le sort desquels on se penche parce qu'ils « doivent payer trop souvent plus lourdement que d'autres catégories sociales le prix de cette croissance ». Et voici ce qu'on leur dit : « L'autofinancement des entreprises fait naître au bénéfice des travailleurs un « certain titre de créance », surtout lorsqu'il est acquis par une pression sur les salaires. Il est urgent de pousser l'étude de ce phénomène complexe et des expériences d'où peuvent se dégager des solutions constructives. Dans sa nature, sa formation et son utilisation, l'autofinancement est au centre de droits multiples qu'il faut reconnaître, assurer et organiser avec la participation des divers intéressés ».

Salarié, te voilà donc averti : tu ne peux refuser la croissance, car c'est un devoir moral, ni l'investissement puisqu'il en est la condition... Tu dois donc accepter « la pression sur ton salaire ». En échange de quoi on te donnera peut-être un titre de créance, mais en tous cas des droits multiples. Accepte donc de devenir un bourgeois et de te priver toi-même, pour la plus grande gloire de ton entreprise.

Témoignage chrétien a bien raison de parler d'une condamnation d'une politique économique « libérale ». C'est tout le contenu du fascisme qui se trouve énoncé dans la déclaration : association capital-travail peut-être, collaboration des classes en tous cas. L'Eglise en est toujours au « Aimez-vous les uns les autres » !

Et comme il y a peu de différence des nationaux-socialistes d'hier aux socialistes-nationaux d'aujourd'hui, aux démocrates « efficaces » de la Gauche, la déclaration pour suit par une apologie de la planification (que l'épiscopat appelle « prévision de la croissance ») :

« Au plan de l'entreprise, il faut rechercher des modalités qui permettent une participation active des travailleurs à l'élaboration, au contrôle, comme à l'exécution de décisions qui les concernent au premier chef... Aux autres échelons : professions, régions, institutions nationales et internationales, il faut que les organisations syndicales, entre autres, aient la possibilité de participer à l'effort de prévision et d'orientation ».

Ce que veut donc l'Eglise c'est « faire participer », associer le prolétariat à sa propre exploitation et ainsi lui faire accepter les conséquences de la croissance : dans l'immédiat, les crises locales de réajustement ; dans l'avenir, les crises générales de surproduction et les guerres.

Le devoir du prolétariat, et il n'est nullement moral, c'est d'arrêter la croissance, de renverser la pyramide, de prendre toutes les responsabilités, d'abolir l'initiative privée. Et comme il est sûr de trouver sur son chemin l'Eglise, les chrétiens progressistes, les démocrates de gauche et autres défenseurs de la croissance, comme il sait ne pouvoir compter sur leur participation, c'est contre eux qu'il exercera sa dictature de classe.

en période de crise. « La libération des pays sous-développés », leur « modernisation progressive » ? Comme si la première était due à nos pseudo-socialistes et communistes, et non à la lutte héroïque des exploités coloniaux ; et comme si la seconde sortait du cadre de l'oppression de classe

Que la jeunesse intellectuelle s'abandonne sans frein au carriérisme, à l'indifférence politique, ou bien qu'elle croupisse dans le démocratisme de grand-papa et les futilités de l'antigaulisme ; que les salariés poursuivent le rêve d'un capitalisme sans guerres, sans bas salaires et sans récessions par la seule vertu du bulletin de vote, qui donc en recueille les fruits ? L'ordre bourgeois. Mais qui aura travaillé le plus efficacement à ce résultat ? L'opposition démocratique et anti-révolutionnaire.

PAS DE PROGRES SOCIAL SANS REVOLUTION POLITIQUE

Tous les maux sociaux ont une seule racine : la domination du capital. C'est cette racine qu'il faut couper, mais cette révolution sociale ne va pas sans révolution politique.

Tout le mensonge bourgeois, tout le crime de l'opportunisme tiennent dans une devise : Progrès social, oui ! Révolution politique, jamais !

Toute la vérité marxiste tient, elle, en quelques constatations : sans révolution politique, pas de progrès social, mais réaction sur toute la ligne ; pas de « sauvetage de la démocratie », mais renforcement de la dictature du capital ; pas de coexistence pacifique, mais exaspération de l'impérialisme ; pas de diffusion de la culture, mais généralisation du respect servile des valeurs de la civilisation mercantile ; pas d'égalité, mais subordination des peuples les plus faibles aux plus puissants ; pas de paix durable, mais succession de guerres.

La portée pratique du mar-

xisme lui vient précisément de ces vérités, c'est-à-dire du fait qu'il n'est ni « progressiste », ni « démocratique », ni « pacifiste », ni « culturaliste », mais révolutionnaire.

La domination du capital ne repose pas seulement sur la force de ses armes, mais aussi sur l'illusion des masses qui rêvent d'une émancipation « sans douleur », c'est-à-dire sans luttes et sans révolution. C'est ce fait qui donne toute son importance subversive à la défense théorique du marxisme, qui, à moins l'être falsifié, ne peut que répéter en 1966 ce qu'il disait déjà en 1948 (Manifeste Communiste) ou en 1919 (Fondation de la III^e Internationale) : sans renversement révolutionnaire de la domination bourgeoise, sans dictature du prolétariat, pas de « solution des problèmes sociaux », parce que pas de liquidation du capitalisme qui les engendre !

Telle est la position simple et sans équivoque du Parti Communiste International, seul surgenon encore vivant du grand mouvement qui est né sur la lancée de la révolution bolchévique, mais qui n'a pas eu la force de la sauver, et qui est tombé avec elle, au point d'aspirer, comme le P.C.F. actuel, à une seule chose : la réconciliation avec l'ordre social bourgeois dans la liberté politique.

Souscription

Permanente 1966

Liste N° 3

Lucien, 12 ; Christian 12 ; Aix, 4,60 ; Emmanuel, 5 ; Soutien Georges, 25 ; Soutien Gilles, 8 ; Suzanne, 5 ; X..., 0,87 ; Presse, 1,10 ; Piccino, 3,50 ; Caracass salués les camarades marseillais, 8,50 ; Jean, 8 ; Lucien, 16 ; Pierre, 25 ; François, 12 ; Vive le Prolétaire, 10 ; Alger, 10.	
Total liste n° 3	162,07 F.
Total liste précédente	1.261,40 F.
Total général	1.423,47 F.

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI
COMMUNISTE INTERNATIONALNUMERO SPECIAL
SUR

LE PARTI, sa NATURE, sa FONCTION et son ORGANISATION

Contenant des extraits d'articles, thèses et discours émanant de notre courant politique et couvrant une période de quarante ans.

On y trouvera en particulier des extraits des thèses sur la tactique adoptées au II^e Congrès du P. C. d'Italie (1922), des thèses de la gauche au III^e Congrès de Lyon (1926) des discours des représentants de la gauche aux IV^e et Ve Congrès de l'Internationale Communiste ainsi qu'à l'exécutif élargi de 1926.

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 25 FB)

Abonnement annuel : 9 F (90 FB)

Abonnement combiné avec « Le Prolétaire » : 12 F (120 FB)

Abonnement de soutien : 20 F

Qu'est-ce que le socialisme ?

La question n'est guère surprenante si l'on veut bien y réfléchir. Tous les systèmes politiques existants se proclament plus ou moins « socialistes » ; tous les gouvernements prétendent supplanter l'intérêt « privé » à l'intérêt « général » ; tous les partis se passionnent pour le sort des « classes laborieuses » ; tous les programmes convergent vers ce qu'on appelle le « bien-être » et le « progrès ». Si c'est là le secret du socialisme, alors celui-ci règne partout aujourd'hui.

Partout ou nulle part ? Voilà toute la question. On s'est tant servi du terme pour **conserver** ce qui existe, qu'on a oublié ce qu'il appelait à **détruire**. On s'est si bien gave du mot qu'on a perdu de vue son **contenu**. Elever le « standing » des ouvriers, mais multiplier leur rendement. Augmenter les salaires de 2 %, mais la production de 100. « Démocratiser » les loirs, mais allonger la journée de travail. Soulager les muscles, mais ruiner les nerfs. Perfectionner les machines, mais en être les esclaves. Consommer pour produire mais non produire pour consommer. Etouffer sous la masse de produits de toutes sortes, mais laisser la moitié de l'humanité mourir de faim. Si c'est là le socialisme, alors il est bien vrai qu'il a triomphé ; sans révolution ni lutte ; sans bouleversement ni révolte ; sans même que le prolétariat ait eu à se battre. S'il en est ainsi alors inutile de parler de lutte de classe, de révolution et de dictature du prolétariat ! Tous les chefs d'Etats, de l'Est, de l'Ouest et du « Tiers-Monde » peuvent se congratuler ; tous les partis s'unifier ; toutes les églises, laïques ou religieuses, communier dans l'admiration béate des résultats obtenus. Mais en réalité, tout cela n'est pas seulement étranger au socialisme, c'en est l'antithèse, la négation la plus absolue. C'est pourquoi la meilleure façon de décrire le socialisme c'est d'abord de définir ce qu'il n'est pas.

Dans le dédale des faux socialismes on peut distinguer trois types principaux d'où dérivent tous les autres. Celui qui préconise l'**association** des ouvriers à la propriété des moyens de production, celui qui veut transférer cette propriété à « l'Etat du peuple », et enfin celui qui veut confier aux salariés la direction de « leur » entreprise.

Toutes les formes « d'intéressement » des travailleurs à la marche de l'entreprise, tous les systèmes de participation ouvrière aux bénéfices, toutes les conceptions d'association « capital-travail » appartiennent au premier type. Le second a inspiré le **réformisme** social-démocrate, les **nationalisations** de 1945, l'industrialisme d'Etat de l'époque stalinienne en Russie. Le dernier enfin, imprégné de l'esprit syndicaliste de l'époque héroïque, a donné naissance au fameux mot d'ordre de la « grève générale expropriatrice », se survit dans le concept trotskyste de la « gestion ouvrière » et a même pris corps dans les « conseils ouvriers » yougoslaves et dans l'auto-gestion algérienne.

« Associer » les prolétaires aux capitalistes, c'est une idée qui n'aurait soulevé que des sarcasmes à la grande époque du mouvement ouvrier, mais qui, après la seconde guerre mondiale, grâce à la « prospérité » et à la décomposition du mouvement prolétarien, a retrouvé un regain général de faveur. Son application la plus impudente est celle qui consiste à faire du salarié un **actionnaire** de sa propre entreprise.

La formule présente une contradiction qui saute aux yeux. En tant qu'actionnaire, et dès le moment où il perçoit une partie du **profit** d'entreprise, l'ouvrier est **intéressé** à ce que ce profit soit le plus élevé possible ; donc à ce que les salaires soient fixés au plus bas et le rendement au maximum. En tant que salarié, il doit par contre lutter de toutes ses forces contre les salaires de famine, les normes écrasantes et la productivité qui l'écrasent. Cette contradiction ne peut, à la longue, trouver que deux issues. Ou bien la part de profit qui lui est distribuée ne représente qu'un supplément modeste de son salaire, ce qui est le cas général. Ou bien elle est telle qu'elle lui permet de vivre sans travailler, de devenir un authentique bourgeois. Inutile d'ajouter que nous ne connaissons aucun exemple de ce second cas et que son nouveau titre ne procure à « l'ouvrier-actionnaire » qu'une sorte de prime annuelle de même importance que celle qu'il perçoit pour l'assiduité ou le rendement.

Les faux socialismes

La seule portée de la mesure est de décourager chez lui toute velléité revendicative, de pourrir à la racine son instinct de classe. En tout état de cause le procédé ne peut intéresser que **certaines** catégories professionnelles dans certains pays. Non seulement elle brise la combativité ouvrière dans l'entreprise, mais elle laisse l'écrasante majorité des prolétaires dans leur situation misérable. Elle est tout à l'opposé du socialisme qui n'a pas pour but de favoriser une partie de la classe ouvrière mais de l'émanciper tout entière.

La conception **réformiste** du socialisme est plus sérieuse (car elle repose sur une réalité historique). Plus sérieuse, mais tout aussi éloignée du vrai socialisme car s'il fut une époque où des réformes du capitalisme étaient possibles sans compromettre le programme révolutionnaire du prolétariat, les réformes actuellement revendiquées n'ont plus d'autre objet que de détourner les ouvriers de ce programme. Au début de son histoire, afin d'exploiter à fond la force de travail et de réaliser rapidement son accumulation initiale, la bourgeoisie ne s'est pas privée d'utiliser sans vergogne les moyens légaux de coercition et de violence qu'elle avait hérités de l'ancien régime et que la Constitution démocratique était censée supprimer. Cela avait alors un sens, pour les représentants ouvriers, d'en réclamer l'abolition et d'appuyer au parlement les revendications pour lesquelles les prolétaires combattaient déjà dans les rues. Mais du moment où les partis ouvriers, engagés sur cette voie, ont voulu aller au-delà de l'objectif initial, dès lors qu'ils ont prétendu **transformer** la réalité sociale du capitalisme, ils ont propagé une doctrine mensongère, un faux socialisme qui, au moment des grandes crises contemporaines, ont permis à la bourgeoisie de prévenir le choc révolutionnaire du prolétariat et d'y résister victorieusement. Dans l'arsenal de l'idéologie réformiste, la formule contre-révolutionnaire la plus efficace fut toujours celle des **nationalisations**. Ses défenseurs prétendaient et prétendent encore qu'en confiant la propriété d'entreprises déterminées à l'Etat on peut en faire disparaître leur caractère d'exploitation et, par là, résilier la politique des bas salaires, l'intensification des rendements, les crises et l'insécurité de l'emploi. 40 ans d'expériences ont prouvé au contraire que l'Etat est le plus féroce des patrons, d'autant plus difficile à combattre qu'il se présente, non pas comme l'administrateur d'un secteur capitaliste, mais comme l'incarnation de « l'intérêt public » ! Cheminots, postiers et enseignants en savent quelque chose.

Quant à la « sécurité de l'emploi », les métallurgistes « nationalisés » de Renault savent à quoi s'en tenir. En fait, la nationalisation change le **propriétaire juridique** des moyens de production, mais ne peut modifier en rien le **rapport de production** fondamental de la société capitaliste : le salariat. Que le « secteur public » puisse à la fois lésiner sur les salaires et « ne pas faire de bénéfices », cela provient tout simplement du fait que ses services sont surtout destinés aux grandes firmes auxquelles il consent des prix dérisoires et qui, elles, réalisent des profits monstrueux. Du but véritable de cette mesure faussement étiquetée « socialiste », la nationalisation des mines en Angleterre constitue un exemple historique édifiant. C'est seulement après la seconde guerre mondiale, lorsque ces mines étaient déficitaires, que l'Etat bourgeois les prit en charge pour sauver les secteurs **rentables** demeurés aux mains des grands trusts « privés », et c'est seulement à ce prix que fut réalisée la vieille revendication réformiste du travaillisme anglais. Le socialisme ce n'est pas la nationalisation d'un secteur économique, c'est la destruction du monopole bourgeois sur tous les grands moyens de production.

Le troisième type de « faux socialisme », le « socialisme d'entreprise », on ne l'a vu se réaliser que dans les phases d'impuissance et de décomposition du mouvement prolétarien. S'il séduit alors des minorités combattives de la classe ouvrière — et ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, les premières

réactions contre la trahison syndicale s'orientent spontanément vers lui — c'est précisément parce que le **vrai** programme du socialisme a été déconsidéré et falsifié par les partis et syndicats de masse. Pour le socialisme d'entreprise il s'agit essentiellement de **remplacer** la direction capitaliste de l'usine ou du chantier par un conseil ou comité d'ouvriers démocratiquement élus. Idée séduisante : d'authentiques travailleurs promus à la gestion de l'entreprise ne sauraient faire passer les intérêts des salariés après ceux de la production. Séduisante, mais fautive : le despotisme patronal est l'expression d'un **rapport social** et non une affaire de volonté ou de morale. Ce qui opprime les salariés ce n'est pas essentiellement le parasitisme du patron ; ce sont les **lois de fer** de la production capitaliste au sein de laquelle chaque entreprise concurrence sa voisine pour dominer le marché, lutte désespérée pour ne pas être éliminée dans cette compétition. Changer les **individus** qui dirigent la production n'a aucun sens tant que subsiste le **moteur** de cette production. Toutes les expériences de **gestion ouvrière** nous montrent que chaque entreprise, qu'elle soit dirigée par les travailleurs ou par le patron, poursuit le même objectif, adopte les méthodes qu'a toujours utilisées le patronat.

Il suffira de prendre un exemple : les conseils ouvriers yougoslaves ne connaissent pas de patron au sens habituel du terme : ce sont des ouvriers authentiques qui dirigent les entreprises. Et pourtant, comme ces entreprises travaillent pour le marché, il leur faut obéir aux impératifs qui s'imposent à tout capitaliste traditionnel : réaliser des « prix compétitifs », c'est-à-dire maintenir les salaires à un niveau très bas, se procurer les matières premières et machines nécessaires à la production de série, donc **investir**, réduire au minimum la rétribution ouvrière, développer la qualification professionnelle, donc créer « l'émulation », c'est-à-dire la **concurrence entre ouvriers**. Il leur faut surtout s'aligner sur

l'effort fourni par l'économie nationale yougoslave pour accéder au marché international, répondre à l'appel de Tito qui, pour attirer commandes et capitaux, vante « le niveau **extrêmement bas** du prix de la main-d'œuvre en Yougoslavie ». Désarmés par les illusions de leur « socialisme d'entreprise », les ouvriers yougoslaves sont directement les victimes des exigences de l'économie capitaliste de leur pays. Quand le retard de cette économie sera réduit, quand l'accumulation de capital y aura atteint un certain niveau, alors ce capitalisme reprendra son vrai visage. Ou bien les membres devenus inamovibles des « conseils de gestion » (s'ils ne le sont déjà) se transformeront en administrateurs bourgeois authentiques. Ou bien on en trouvera d'autres plus aptes, socialement parlant, à ce rôle. De toute façon, le « socialisme d'entreprise » yougoslave, comme tous ses prédécesseurs, aura disparu. Le vrai socialisme ne peut pas s'enfermer dans les limites de l'entreprise parce que l'entreprise ne fonctionne que pour le marché et que le marché est l'expression de l'économie d'échange dont le salariat est le produit inévitable.

Si les quelques lignes qui nous restent ne nous autorisent pas à définir le vrai socialisme (nous y reviendrons dans un prochain article), ce que nous avons écrit nous permet déjà de considérer ce que le socialisme doit **abattre** et faire disparaître à tout jamais, c'est-à-dire **principalement** le **salariat**, l'échange de la force de travail contre un salaire. Cette force de travail, même payée à sa juste valeur, ne procure au salarié que l'équivalent en argent des produits nécessaires à son entretien et à celui de sa famille. Par contre, appliquée aux conditions techniques de la production moderne, elle produit toujours une valeur supérieure à celle du salaire. La différence, l'excédent, transformé en argent et échangé à son tour contre de nouvelles forces de travail devient du **capital** : une force

monstrueuse qui, non seulement écrase et aliène la classe salariée, mais exerce son joug sur la société tout entière. Le socialisme entend **détruire le capital** et, pour cela, détruire l'échange qui en est la base. Comment ? Dans une première phase, en remplaçant le salaire en argent par un **bon de travail** qui attesterait la participation de son possesseur à l'effort productif collectif et lui assurerait une part du produit social ; une part égale pour tous, qui ne tiendrait pas compte de la **valeur** de la force de travail, de la « qualification professionnelle » et qui, ainsi, réaliserait la condition sans laquelle une société ne peut être **humaine**.

Les faux socialismes énumérés ci-dessus respectent tous la division de la société en classes et l'existence de l'Etat qui en est la garantie. Or il est bien visible que la destruction du mécanisme mercantile doit inévitablement susciter la **résistance** des classes qui tirent privilège social de l'existence même de ce mécanisme. Le socialisme, c'est la destruction des rapports de production bourgeois. Mais cette destruction est impossible sans révolution et l'instauration de nouveaux rapports, de rapports socialistes est irréalisable sans dictature du prolétariat. Celle-ci, nous dit-on de tous côtés pour justifier les revendications de faux socialismes, est utopique, chimérique. La seule chimère, répondons-nous, c'est celle qu'entretiennent les opportunistes lorsqu'ils font croire aux ouvriers qu'ils peuvent grignoter quelque infime parcelle des profits capitalistes sans se corrompre eux-mêmes qu'il leur est possible de **s'approcher** de la gestion de l'entreprise ou de celle de l'Etat bourgeois sans devenir au même coup les valets les plus serviles et les plus répugnants de cette entreprise et de cet Etat.

Mais comme on ne peut jamais corrompre **qu'une partie** de la classe ouvrière ; comme il n'est possible d'accorder de privilèges bourgeois qu'à une fraction infime de la masse salariée, il faudra bien que celle-ci se convainque qu'il n'est pour elle d'autre issue que la destruction du salariat, qu'il n'existe d'autre voie du socialisme, que celle qui passe par sa dictature révolutionnaire sur les classes vaincues.

VERDUN 1916

(Suite de la page 2)

Quin. En ces journées, me démentant sous les foudres de la censure de guerre, j'écrivais dans « **Naché Slovo** » : « Si grande que soit l'importance militaire des combats de Verdun, leur portée politique est encore plus grande. A Berlin et en d'autres lieux, on a voulu du mouvement ; ils en auront. Sous Verdun se forge notre demain ».

Sous cette formule volontairement vague à cause de la censure, Trotsky exprimait sa certitude d'un réveil prolétarien qui naîtrait des violences même de la guerre. « De celle-ci sortira la révolution », avait-il déjà déclaré en août 1914. Ce qu'il appelait « notre demain » c'était le demain du prolétariat international. Trahi par ses chefs, qui avaient littéralement disloqué son organisation internationale, il fallut à ce dernier de longs mois pour réagir. Mais les illusions entretenues par la politique d'union sacrée étaient trop fragiles pour tromper longtemps la classe ouvrière. La guerre ne s'était pas révélée courte comme on l'avait promis. Elle ne sauvait pas « le droit et la démocratie », mais instituait au contraire l'arbitraire policier et l'étouffement des opinions. La violation du territoire belge, invoquée du côté français et anglais pour légitimer la défense nationale, avait pour contre-partie le débarquement des alliés aux Dardanelles. On ne pouvait défendre les « frontières naturelles » de la France qu'en soutenant la politique expansionniste de la Russie vers Constantinople. L'étendard de la liberté était brandi par des Etats qui, en Afrique et en Asie, opprimaient et exploitaient des millions d'hommes. Il n'était plus possible de croire à la seule volonté belliqueuse des Allemands dès lors que les Alliés refusaient leurs offres de paix. En un mot, le carnage devenait insupportable et la nature impérialiste de la guerre s'imposait à ses victimes avant même qu'elles comprissent la signification du terme. Aussi est-ce d'une manière relativement rapide

que se développèrent les premiers efforts internationalistes visant à renouer des liens entre les socialistes des divers pays d'Europe, prémisses indispensables à un regroupement de la classe ouvrière divisée par la ligne de feu.

La conférence internationale organisée à Zimmerwald en septembre 1915 par les socialistes italiens et suisses, cristallisa l'opposition à la guerre, lança un appel vibrant qui dénonçait les mobiles capitalistes et impérialistes du conflit, publia un manifeste devenu point de ralliement de toutes les volontés dressées contre la poursuite de la tuerie. Dès lors, le mécontentement, d'abord timide et caché, n'avait cessé de croître en s'extériorisant, quelquefois avec audace. En 1916, les grèves commençaient, le parlement était le théâtre d'interventions antibellistes. L'alternative posée par Lénine : guerre ou révolution gagnait du terrain dans les milieux internationalistes. Une seconde conférence, tenue cette fois à Kienthal en mai 1916 (un anniversaire que nous serons peu nombreux à évoquer !) obtint ce résultat décisif : contraindre des parlementaires socialistes à **refuser les crédits de guerre** à leur gouvernement ; ce que Lénine avait déjà demandé, mais en vain, à Zimmerwald. Le cours contre la guerre s'avérait de plus en plus puissant, bien qu'il fallût encore deux ans pour que la volonté des impérialistes cédât. L'Etat-major allemand signalait à son gouvernement les déflections de plus en plus nombreuses et le « moral déplorable » des combattants. (Déjà fortresses et prisons regorgeaient de militaires insubordonnés dans ce pays dont les « communistes » chauvins d'aujourd'hui font la patrie éternelle des « revanchards ».) Quant aux soldats russes, ils commencèrent à désertir le front aux premières nouvelles de la révolution de février. La situation changeait du tout au tout. Soumission ou révolte. Durée indéfinie de la guerre ou révolution **proche**. Le pendule de l'histoire remontait du

bon côté. L'écroulement de la politique jusqu'aboutiste s'annonçait. Il débuta dans les « chaînons les plus faibles » de l'impérialisme : la révolution russe d'octobre 1917 l'impulsa, celle d'Allemagne, en 1918, l'acheva. Dans la moitié de l'Europe la violence réactionnaire et criminelle de l'impérialisme avait réveillé la violence révolutionnaire et salvatrice du prolétariat.

Sans doute l'histoire n'a-t-elle répondu qu'en partie à l'espérance des révolutionnaires. Le prolétariat se souleva dans la moitié de l'Europe mais le capitalisme tint bon dans l'autre moitié. Par la voie détournée de la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe, il parvint même à reconquérir par la suite le terrain qu'il avait un moment perdu. La bataille que le capital livrait au prolétariat international devant les forts de Vaux et de Douaumont s'est donc achevée, en définitive, par une victoire internationale de la bourgeoisie. La révolte ouvrière contre la guerre n'avait pas réussi, dans les pays vainqueurs, à faire sauter l'infâme système d'exploitation et de mort et le passage de la Russie soviétique dans le camp de l'impérialisme permit un nouveau et encore plus horrible carnage : vingt ans plus tard, des centaines de milliers de nouveaux Verdun qui, cette fois, par les soins de la contre-révolution stalinienne, ne furent pas suivis d'insurrections prolétaires.

Mais l'impérialisme qui, durant un demi-siècle, n'a pas interrompu son œuvre de mort et de destruction, n'a pas davantage cessé d'accumuler une énergie explosive dans les rangs décuplés des classes qu'il exploite. Un jour viendra fatalement où ces classes, exaspérées, sauteront à la gorge du monstre sorti indemne du premier assaut du prolétariat.

Sans faire preuve d'une perspicacité exceptionnelle nous avions pu prévoir, dans notre numéro de mars, la fin lamentable à laquelle était promis le conif de Port-de-Bouc.

De toute évidence, le compromis signé par les représentants syndicaux constituait déjà un recul décisif. En acceptant de terminer la coque du « Provence » en un temps record, en prétendant faire ainsi la preuve de la productivité du chantier, les ouvriers enlevaient à leur revendication initiale tout caractère de classe. Au lieu d'exiger dédommagement pour la perte de l'emploi, ils affrontaient cette gageure insensée : lier leur sort à la « compétitivité » d'une entreprise déjà condamnée par la concurrence et délibérément amoindrie dans ses moyens.

Dès lors, ils ne luttaient plus pour eux, pour l'obtention d'une compensation pécuniaire plus ou importante ; ils se battaient pour renflouer la caisse de leurs exploiters directs.

Certes, comme le soulignait complaisamment la presse « démocratique » locale, « les travailleurs avaient tenu parole », « au jour et à l'heure dite le navire avait été lancé ».

Mais l'expert appelé à se prononcer sur la valeur de ce travail et duquel les ouvriers avaient eu la folie d'espérer un jugement qui leur fut favorable, n'attendit pas le délai fixé pour rendre sa sentence implacable : Port-de-Bouc n'était pas rentable, le « Provence » devait immédiatement être dirigé sur les chantiers de La Ciotat pour achèvement.

C'est alors que les dirigeants syndicaux, qui avaient célébré comme une victoire le principe même de l'arbitrage par un expert, s'avisèrent de la « partialité » et du « manque d'objectivité » de la décision prise. Celle-ci, se lamentèrent-ils, reprenait purement et simplement la position patronale. Qui donc pouvait penser qu'il en serait autrement ? On savait bien que la compétition entre Port-de-Bouc et La Ciotat était techniquement inégale et que, de toute façon, la banque et l'Etat étaient irrémédiablement décidés à saborder les C. A.P. La « chance de salut » que les responsables syndicaux avaient prétendu ménager en signant le compromis s'avérait en réalité désastreuse pour la lutte des ouvriers. Ceux-ci, dans un dernier sursaut, s'opposèrent pourtant au départ du « Provence » et firent face pendant quatre jours au lock-out décidé en riposte par les patrons.

Mais ce ne pouvait être, au moins aux yeux des délégués, qu'un « baroud d'honneur » destiné à sauver la face et à permettre de nouvelles tractations.

Après trente-six heures de discussion, le syndicat signait un protocole d'accord qui reprenait en fait, hormis quelques concessions patronales de détail, le diktat initial qui avait provoqué la grève : 180 ouvriers étaient « transplantés » à La Ciotat, une cinquantaine d'autres perdaient irrémédiablement leur emploi, sans parler des licenciés antérieurs qui avaient été depuis longtemps abandonnés à leur sort.

Il faut reconnaître que cette décision se heurta en assemblée générale à une nette hostilité et, selon la presse, les bonzes s'en entendirent raconter de vertes et de cruelles. Cependant l'accord fut finalement ratifié par 274 voix contre 73. C'en était fini de toute résistance.

**

La responsabilité actuelle du syndicalisme de collaboration de classe se mesure aux méfaits de la tactique qu'il impose aux ouvriers et qui consiste à éparpiller les grèves et à en limiter la durée.

Mais nous pouvons formuler à son encontre un grief plus grave encore, celui du mensonge délibéré. A Port-de-Bouc, fanfaronnades et bluffs se développèrent en raison inverse des résultats obtenus. Fanfaronnade, l'affirmation réitérée selon laquelle les métallurgistes de La Ciotat s'étaient engagés à ne pas travailler à « Provence » sur leur chantier ; ils ne purent aller au-delà d'une grève symbolique de quelques heures. Bluff éhonté que la déclaration du responsable C.G.T. affirmant, trois jours à peine avant la capitulation définitive, la volonté farouche de

La liquidation de la grève de PORT-DE-BOUC

ne pas céder : « laisser partir le « Provence », disait-il, serait condamner au licenciement cent cinquante des nôtres ».

A ces vantardises gratuites s'ajoutaient des considérations et des mots d'ordre entièrement étrangers aux intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière. N'a-t-on pas célébré l'attachement indéfectible des métallurgistes à « leur bateau » ? D'une crise profonde déterminée par les contradictions inhérentes aux rapports capitalistes de production n'a-t-on pas fait un acte de simple égoïsme patronal ? N'a-t-on pas doctement écrit que « les graves conséquences sociales d'une décision de licenciement devraient être évaluées en éléments lourds dans le calcul de la rentabilité » ? Comme si le capitalisme connaissait d'autres « éléments lourds » que le coût de production et le taux de profit ! N'a-t-on pas, enfin, anesthésié la révolte ouvrière par un verbiage d'humanitarisme débilisant, en acceptant notamment la bénédiction morale de la grève par l'archevêque d'Aix, c'est-à-dire par un membre important d'une hiérarchie au service du capitalisme et de la conservation sociale ? N'a-t-on pas souligné obséquieusement que « ce n'était pas par plaisir que les ouvriers bloquaient le bateau », que les organisations syndicales « n'ont jamais rompu le contact avec le patron », ni « brisé les possibilités de pourparlers », qu'elles ont « chaque fois proposé des compromis » ? Rien n'a donc été négligé, de ce côté-là, pour restreindre la portée

et la signification de la grève, pour enfermer le mouvement dans une ambiance débilissante de compromission, pour isoler et désarmer, en un mot, une poignée de prolétaires qui se sont battus avec un courage remarquable, mais dans un complet isolement.

Dans ce conflit, le pire des sabotages résidait dans la façon de présenter la grève. Aucune volonté humaine ne peut empêcher les lois de la production capitaliste d'exercer leur ravage social. Cette production est fondée sur les exigences du marché, dont c'est la fonction même d'éliminer les concurrents les plus faibles. La supériorité de la construction navale étrangère, particulièrement de celle du Japon, est à l'origine du plan gouvernemental de concentration et de réduction du nombre des chantiers français. Quand bien même ces derniers, à la suite d'un miracle, parviendraient à rattraper, voire à dépasser leurs rivaux japonais, la vitesse de la production mondiale n'en serait que davantage accélérée, le déséquilibre entre production et commandes augmenté, la concurrence intensifiée, la crise accrue : dans toute course il y a forcément des derniers. C'est donc une folie criminelle, du point de vue des intérêts ouvriers, de se battre comme le veulent les syndicats sur le terrain de la défense et de la sauvegarde de tel ou tel secteur que la concurrence internationale frappe à un moment déterminé. Ce qui doit être défendu

c'est la seule chose qui appartient en propre au prolétariat : sa force de travail, dont il ne faut pas se dissimuler, d'ailleurs, qu'en de telles circonstances elle ne peut être intégralement sauvée ; qui change de profession ou d'entreprise est obligatoirement réembauché à salaire plus bas. Du moins une lutte énergique et unitaire peut-elle s'efforcer de limiter, sur le plan moral comme matériel, la portée de cette disgrâce. Indemnisation, paiement de plusieurs mois de non-utilisation, voilà ce que doivent avant tout exiger les salariés menacés de chômage.

Aussi modique qu'elle soit, cette revendication n'en implique pas moins une lutte dure et âpre. Les capitalistes se moquent éperdument, en effet, de toutes les manifestations prétendant leur imposer le sauvetage de secteurs ou d'entreprises qu'ils ont décidé de sacrifier. Ils se rient de même des interventions et « bons offices » qui leur enjoignent de tenir compte du « facteur humain » : à tous ceux qui, maires, préfets ou évêques, se chargent auprès d'eux de ces formalités platoniques, ils savent pouvoir opposer un argument sans réplique aux yeux de personnalités bourgeoises : celui des chiffres. Par contre ils sortent ongles et griffes si l'on fait seulement mine de leur demander de prélever sur l'actif des sociétés reconverties les sommes destinées à indemniser les ouvriers. Lutte difficile donc, que celle qui consiste à leur faire cracher, même une part réduite de leurs profits antérieurs. Mais cette

lutte, quels étaient donc dans le cas de Port-de-Bouc, les ouvriers les mieux placés pour la mener ? Ceux des chantiers dont les portes allaient fermer et qui n'avaient par suite aucun moyen de pression sur leur patron ? Non pas. C'était les ouvriers utilisés ailleurs, dans les autres chantiers, les ouvriers pourvus d'emplois, ceux dont le patronat a besoin, qui auraient dû, par l'arrêt brutal et total du travail, mettre sur la go-goe de tout le patronat de la construction navale cette arme terrible qu'est une grève généralisée. Mais de cette grève-là, les chefs syndicaux actuels ne veulent pas entendre parler. Ces gens-là, qui se targuent de « réalisme » et rejettent toute grève véritable à l'égal d'une chimère révolutionnaire, ont mobilisé les ouvriers sur leur chimère-à-eux, celle d'une humanisation des rapports capitalistes, celle du sauvetage philanthropique des « régions et secteurs menacés ». Ils ont abandonné la seule réalité de cette société : la lutte de classe et déserté le seul terrain de combat où cette lutte puisse ne pas être exclusivement favorable au capital.

Ce n'est pas là une erreur mais un acte déshonoré. Toute grève véritable pourrait préparer un renversement de la conjoncture, redonner courage et conviction aux diverses catégories ouvrières. Mais alors la politique d'union nationale que la C.G.T., à la suite du P.C., préconise, se trouverait irrémédiablement compromise ; le fossé se recréerait entre les classes, les positions se durciraient, on n'irait pas vers l'entente démocratique la plus large mais vers la crise sociale ; il ne serait plus question de combinaisons électorales mais de lutte de classe. C'est ce que l'opportunisme moderne veut à tout prix éviter parce qu'il est dominé par un parti qui n'est plus un parti de révolution mais une force gouvernementale de rechange. Et c'est pourquoi le succès de la plus humble grève passe par le désaveu de ce parti et par la reconstitution de l'organisation prolétarienne de demain.

Signification de la guerre du Vietnam

(Suite de la première page)

l'impérialisme américain en particulier.

La défaite du prolétariat fut d'ailleurs si écrasante et la « victoire » des peuples colonisés si précaire que l'impérialisme français, pourtant écrasé en 1940, put essayer de reconquérir « son » Indochine dès 1947, alors même que les « communistes », devenus partisans de l'Empire sous le nom vertueux d'Union Française, participaient encore au gouvernement !

La réalité du second après-guerre est donc très différente de la peinture riant qu'en ont fait les stalinistes. De la même façon que la première guerre mondiale avait abouti — en l'absence d'une extension de la révolution prolétarienne en Europe et à cause de l'involution consécutive du pouvoir prolétarien en Russie — à la naissance d'un nouveau centre autonome du capitalisme en U.R.S.S., la seconde n'a enregistré qu'un seul événement de dimensions historiques : la victoire de la révolution populaire chinoise, victoire que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ont tout fait pour empêcher (comme l'Angleterre avait essayé de le faire à l'égard de la France de 1789 et la France à l'égard de l'Allemagne de 1870), mais qu'ils ne pouvaient que retarder, le dynamisme du capital poussant impérieusement à l'écllosion de nouveaux centres autonomes et concurrents.

Le marché chinois échappant aux puissances qui se l'étaient jusque là partagé (Angleterre, France, Etats-Unis et Japon), la concurrence dans le reste du Tiers Monde ainsi rétréci n'en devenait que plus âpre, la plus grande part devant aller à l'aigle américain dont l'envergure s'était considérablement développée pendant la guerre tandis que le lion britannique se faisait chacal et que le coq gaulois devenait roquet.

Comme l'impérialisme anglais avait passé la main en 1947 en Grèce et en 1951 en Iran, l'impérialisme français dut passer les pouvoirs en 1954 au Vietnam. En 1956, leurs deux puissances coalisées devaient abandonner Suez. Pendant deux décennies et malgré l'intervention ouverte des Etats-

Unis en Corée, les stalino-khrouchtchéviens et les progressistes s'efforcèrent de faire passer pour des succès anti-impérialistes remarquables l'indépendance nationale très théorique obtenue par nombre d'Etats asiatiques et africains, et de faire croire qu'à partir de cette base politique bourgeoise, agrémentée d'une participation à l'O.N.U., ces pays pouvaient, grâce à un commerce « égalitaire non discriminatoire et à avantages réciproques », liquider leur sous-développement.

La famine aux Indes, les massacres en Indonésie, le déluge quotidien de fer et de feu qui s'abat sur le Vietnam, apportent la démonstration cruelle que, l'impérialisme debout et tranquille, il ne peut y avoir de lendemains qui chantent. Ce qui n'empêche nullement les khrouchtchéviens de continuer à prétendre qu'une coexistence pacifique avec l'impérialisme américain demeure possible, alors que le gendarme du capitalisme mondial passe partout à la contre-attaque, du Congo à Saint-Domingue, du Ghana à l'Indonésie, et que Johnson mène la politique de Goldwater, prouvant à l'évidence qu'il n'y a pas deux politiques possibles pour l'Etat américain, l'une pacifique et l'autre belliciste, mais une

seule : la politique d'expansion de l'impérialisme américain.

La guerre du Vietnam n'est pas un accident dans un monde en paix. Elle est la manifestation actuelle, horrible et honteuse, de ce mal chronique dont souffre la société moderne, de sa crise permanente, de sa contradiction fondamentale exposée par Marx et que les adversaires de notre doctrine, réformistes ou apologistes avoués du capital, prétendent guérir ou résoudre parce que le « Monde Libre » a triomphé entre 1919 et 1926 de la contradiction mortelle qui l'opposait au prolétariat et a surmonté après 1945, pour un temps, les contradictions inter-impérialistes.

Elle n'est pas un accident parce que la prospérité actuelle, l'apathie du prolétariat des grandes nations impérialistes et l'entente de leurs capitales de New York à Moscou en passant par Londres, Paris et Berlin ont pour condition nécessaire l'exploitation forcée des pays arriérés. Elle est menée en commun là où une concurrence trop vive entre les grands groupes impérialistes risquerait d'avantager le pays exploité (cas du condominium aux Indes). La lutte est plus ouverte dans les petits pays que leur retard économique empêche de devenir des centres autonomes du capitalisme, et exclut donc de la liste des futurs concurrents éventuels. Mais le dynamisme soutenu de l'économie américaine et son besoin insatiable de nouveaux marchés poussent l'impérialisme yankee à agir maintenant seul, sans la couverture de l'O.N.U., éliminant du même coup tous ses concurrents.

Mais cette guerre est vaine. Bien qu'il puisse la poursuivre impunément, malgré les aboiements du roquet français, assuré qu'il est du soutien intéressé du chacal anglais et en dépit des protestations solennelles et platoniques de l'ours russe et des rugissements furieux du tigre chinois, l'impérialisme américain ne parviendra pas à chasser de l'histoire cette fatale contradiction : le capital exporte dans les économies précapitalistes les éléments d'une crise colossale qui s'ajoutent aux contradictions traditionnelles de ces sociétés. Les déséquilibres aigus qui en résultent ne peuvent être surmontés par la

constitution en nation, même pour de vastes pays comme les exemples de l'Inde et de la Chine le prouvent. En ce qui concerne des petits pays comme le Vietnam, cette possibilité est doublement exclue. Ces pays, condamnés à la misère, sont donc des foyers permanents de révolte sociale, d'explosion anti-impérialiste, et lorsque certains sont réduits au silence, le feu couve et l'éruption éclate dans d'autres.

Si l'Amérique réussit par un génocide quotidien à user la révolte vietnamienne comme l'Angleterre est parvenue à étouffer le soulèvement de Malaisie, ce sera pour se retrouver aux prises avec son adversaire universel en une autre contrée d'Afrique ou d'Amérique.

Cette lutte n'aura de fin que le jour où les prolétaires de tous les pays auront rompu avec les idéaux bourgeois de la paix entre les classes, et où l'assaut des prolétaires de couleur aux bagnes coloniaux du capital sera relayé par l'assaut des prolétaires blancs aux citadelles de l'impérialisme.

**PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE**

Lisez :

**il PROGRAMMA
COMUNISTA**

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

LE PROLETAIRE

est en vente dans les
principaux kiosques
LECTEURS AU NUMERO,
achetez-le toujours
dans le même kiosque
ou mieux, ABONNEZ-
VOUS : c'est le meilleur
moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

Les lecteurs de Belgique qui veulent prendre contact avec nous peuvent s'adresser à : B. P. N° 91, Ixelles 1 (Belgique).

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

MARSEILLE (X^{me})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.